

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

*12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn*

---

Dakar, le 28 septembre 2009

**A Madame l'Administrateur du Projet de  
Promotion des Investissements Privés (PPIP)  
S/C Agence Nationale chargée de la Promotion  
De l'Investissement et des Grands Travaux  
(APIX SA) - 52, Rue Mouhamed V - Dakar**

**Madame l'Administrateur,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification du processus de passation des marchés ainsi que des contrats signés par l'Agence de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP) pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2008 et financées sur ressources internes.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats de l'ARTP avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Nouveau Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci - après:

**1. Réserves**

- des paiements effectués au titre des contrats par entente directe non autorisée ont été identifiés pour un montant global estimé à 2 708 687 212 F CFA;
- des marchés non inclus dans le plan de passation des marchés (article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007) ont été conclus par l'ARTP pour un montant estimé à 177 096 528 F CFA ;

- des délais de passation des marchés anormalement longs ont été identifiés sans que l'ARTP ne sollicite une prorogation de la durée de validité des offres et des garanties de soumission fournies par les soumissionnaires ;
- des lots ont été déclarés sans suite arguant d'une insuffisance de crédit alors que le budget alloué était largement au dessus de l'offre financière du soumissionnaire ayant obtenu la note technique minimale requise dans le DAO ;
- les cautions de restitution d'avance fournies par les soumissionnaires ne sont pas toujours conformes au modèle proposé dans les Dossiers d'Appel à la Concurrence (DAC). Par ailleurs leurs dates limites de validité sont pour certains marchés largement dépassées alors que les prestations ne sont pas terminées. De surcroit, les retenues progressives de l'avance sur les décomptes ne sont pas non plus opérées par l'ARTP au moment des paiements ;
- les pénalités de retard pour non respect des délais contractuels d'exécution ne sont pas calculées et, a fortiori, pas réclamées aux attributaires de marchés ;
- l'examen du contrat a permis de constater que certaines garanties de bonne exécution ne sont généralement pas constituées à la signature des contrats. Lorsque qu'elles sont fournies, ces garanties ne sont pas toujours conformes au modèle proposé dans les DAC et le non respect des délais d'exécution fait que ces garanties ne peuvent pas être appelées en cas de défaillance éventuelle du fait de l'expiration de leurs délais de validité ;
- l'article 9 des contrats préparés par l'ARTP stipule que « les quantités commandées pourront varier à la hausse ou à la baisse dans une fourchette de 30 % maximum par rapport au montant du marché ». Cette clause n'est pas conforme aux dispositions de l'article 25 Alinéas 1, 2, 3 du NCMP qui régit les marchés à commande et les marchés de clientèle ;
- la lettre de notification de l'attribution provisoire du marché portant sur l'élaboration du plan de communication de Matam conditionne celle-ci à l'acceptation, par le prestataire pressenti, d'une réduction de 17% sur le montant de son offre financière pour la ramener à 28 141 425 F CFA en violation des dispositions du NCMP qui interdit toute forme de négociation sur les prix à l'exception des rabais expressément indiqués dans la soumission ;
- des modifications substantielles des modalités de paiement initialement prévues dans le contrat entre l'ARTP et l'attributaire du marché portant sur l'élaboration du plan de communication de Matam aboutissent à la signature d'un avenant qui porte essentiellement sur l'échéancier de paiement. La première avance de 20 % à la signature du contrat est maintenue et une avance intermédiaire de 30 % (avant le démarrage des travaux) est octroyée sur présentation d'un mémorandum de démarrage. L'avance de démarrage passe en fait de 20 à 50 % du montant du marché avant la présentation du rapport provisoire en violation des dispositions du NCMP relatives aux paiements d'avances ;
- la Commission des Marchés, après avoir signalé l'absence des pièces administratives dans les procès verbaux d'ouverture des plis continue la procédure d'évaluation des offres et d'attribution sans mentionner que les soumissionnaires ont régularisé leur situation administrative avant la finalisation du processus ;
- le taux de l'avance octroyée à un fournisseur (50 % du montant du marché) n'est pas conforme au NCMP ; de surcroit aucune caution de restitution d'avance n'a été versée au dossier ;
- des lettres de saisine des fournisseurs ont été envoyées à des dates différentes (29 février pour trois d'entre eux et 5 mars pour le dernier (SETEL) pour lequel la date limite de dépôt a été prorogée jusqu'au 10 mars. Il s'agit manifestement d'une

tentative de régularisation d'une procédure qui exige la consultation d'au moins cinq fournisseurs. Les principes d'égalité, et d'équité ne sont pas tout à fait respectés ;

- suite à l'attribution d'un marché, des ajustements des prix sont effectués du fait de la non disponibilité d'un modèle de téléphone portable remplacé par un autre plus cher. Cette substitution de produits qui a engendré un surcoût constitue une nouvelle entorse au respect du principe d'égalité des soumissionnaires;
- la facture N° 2262 d'un montant de 18 890 000 F CFA date du 29 août 2008 alors que le contrat a été approuvé et notifié le 2 septembre 2008.

## **2. Limitations à l'étendue de nos travaux**

- le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 141 du NCMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé par l'ARTP ;
- les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP ;
- des pièces importantes ne sont pas versées aux dossiers de passation.

A notre avis, à l'exception des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le NCMP.

## SOMMAIRE

	Lexique des abréviations et sigles	5
1	Synthèse des non conformités identifiées et formulation de recommandations	7
1.1	Non conformités identifiées	7
1.2	Formulation de recommandations	9
1.3	Tableau récapitulatif des violations du NCMP par marché	10
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	13
2.1	Contexte de l'intervention	13
2.2	Objectifs de la mission	13
2.3	Tâches du consultant	15
2.4	Rapports attendus et durée de la mission	16
3	Approche méthodologique	18
3.1	Revue des textes	18
3.2	Analyse de l'environnement de la passation des marches	19
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marches	19
4	Résultats de nos travaux	22
4.1	Observations sur l'environnement de la passation des marches	22
4.2	Périmètre Couvert	24
4.3	Examen des marchés	25
4.3.1	Marchés conclus par Entente Directe	25
4.3.2	Marchés conclus par Appel d'offres	27
4.3.3	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	33

## Liste des abréviations et sigles

AC	Autorités Contractantes
ADIE	Agence de l'Informatique de l'Etat
AO	Appel d'Offres
AOM	Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres restreint
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
ARTP	Agence de Régulation des Télécommunications et des Postes
BC	Bon de Commande
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
COA	Code des Obligations de l'Administration
COF	Coordonateur des Opérations Financières
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Demande d'Appel d'Offres
DG	Directeur Général
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
NTM	Note Technique Minimale
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable du Marché
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
SGPR	Secrétariat Général de la Présidence
TDR	Termes De Référence
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## **SECTION 1**

### **SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**

## **1. SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS IDENTIFIÉES ET FORMULATION DE RECOMMANDATIONS**

### **1.1 NON CONFORMITÉS IDENTIFIÉES**

<b>SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS</b>
<ol style="list-style-type: none"><li>1. des paiements effectués au titre des contrats par entente directe non autorisée ont été identifiés pour un montant global estimé à 2 708 687 212 F CFA;</li><li>2. des marchés non inclus dans le plan de passation des marchés (article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007) ont été conclus par l'ARTP pour un montant estimé à 177 096 528 F CFA;</li><li>3. des délais de passation des marchés anormalement longs ont été identifiés sans que l'ARTP ne sollicite une prorogation de la durée de validité des offres et des garanties de soumission fournies par les soumissionnaires ;</li><li>4. des lots ont été déclarés sans suite arguant d'une insuffisance de crédit alors que le budget alloué était largement au dessus de l'offre financière du soumissionnaire ayant obtenu la note technique minimale requise dans le DAO;</li><li>5. les cautions de restitution d'avance fournies par les soumissionnaires ne sont pas toujours conformes au modèle proposé dans les Dossiers d'Appel à la Concurrence (DAC). Par ailleurs leurs dates limites de validité sont, pour certains marchés, largement dépassées alors que les prestations ne sont pas terminées. De surcroît, les retenues progressives de l'avance sur les décomptes ne sont pas non plus opérées par l'ARTP au moment des paiements ;</li><li>6. les pénalités de retard pour non respect des délais contractuels d'exécution ne sont pas calculées et, a fortiori, réclamées aux attributaires de marchés;</li><li>7. l'examen des contrats a permis de constater que certaines garanties de bonne exécution ne sont généralement pas constituées à la signature des contrats. Lorsque qu'elles sont fournies, ces garanties ne sont pas toujours conformes au modèle proposé dans les DAC et le non respect des délais d'exécution fait que ces garanties ne peuvent pas être appelées en cas de défaillance éventuelle du fait de l'expiration de leurs délais de validité ;</li><li>8. l'article 9 des contrats préparés par l'ARTP stipule que « les quantités commandées pourront varier à la hausse ou à la baisse dans une fourchette de 30 % maximum par rapport au montant du marché ». Cette clause n'est pas conforme aux dispositions de l'article 25 Alinéas 1, 2, 3 du NCMP qui régit les marchés à commande et les marchés de clientèle ;</li><li>9. la lettre de notification de l'attribution provisoire du marché portant sur l'élaboration du plan de communication de Matam conditionne celle-ci à l'acceptation, par le prestataire pressenti, d'une réduction de 17% sur le montant de son offre financière pour la ramener à 28 141 425 F CFA en violation des dispositions du NCMP qui interdit toute forme de négociation sur les prix unitaires ;</li></ol>

## SYNTHESES DES NON CONFORMITES

10. des modifications substantielles des modalités de paiement initialement prévues dans le contrat entre l'ARTP et l'attributaire du marché portant sur l'élaboration du plan de communication de Matam aboutissent à la signature d'un avenant qui porte essentiellement sur l'échéancier de paiement. La première avance de 20% à la signature du contrat est maintenue et une avance intermédiaire de 30% (avant le démarrage des travaux) est octroyée sur présentation d'un mémorandum de démarrage. L'avance de démarrage passe en fait de 20 à 50% du montant du marché avant la présentation du rapport provisoire en violation des dispositions du NCMP relatives aux paiements d'avances.
11. la Commission des Marchés, après avoir signalé l'absence des pièces administratives dans les procès verbaux d'ouverture des plis continue la procédure d'évaluation des offres et d'attribution sans mentionner que les soumissionnaires ont régularisé leur situation administrative avant la finalisation du processus ;
12. des lettres de saisine des fournisseurs ont été envoyées à des dates différentes (29 février pour trois d'entre eux et 5 mars pour le dernier (SETEL) pour lequel la date limite de dépôt a été prorogée jusqu'au 10 mars. Il s'agit manifestement d'une tentative de régularisation d'une procédure qui exige la consultation d'au moins cinq fournisseurs. Les principes d'égalité, et d'équité ne sont pas tout à fait respectés ;
13. suite à l'attribution d'un marché, des ajustements des prix sont effectués du fait de la non disponibilité d'un modèle de téléphone portable remplacé par un autre plus cher. Cette substitution de produits qui a engendré un surcoût constitue une nouvelle entorse au respect du principe d'égalité des soumissionnaires (SETEL) ;
14. la facture N° 2262 d'un montant de 18 890 000 F CFA date du 29 août 2008 alors que le contrat a été approuvé et notifié le 2 septembre 2008 (SETEL).



## 1.2 FORMULATION DE RECOMMANDATIONS

### SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

1. se conformer aux dispositions des articles 75 et 76 du NCMP qui organisent les marchés par entente directe ;
2. se conformer aux dispositions de l'article 6 du NCMP relatif à l'inscription préalable des acquisitions dans le PPM.
3. Les marchés doivent être attribués pendant la période de validité des offres. Lorsque la mise en œuvre du processus d'évaluation laisse présager un risque de dérapage, il convient de demander aux soumissionnaires, de proroger la durée de validité de leurs offres et de leurs garanties de soumission.
4. Ne pas déclarer un lot sans suite pour insuffisance de crédit alors que le budget alloué à cette activité couvre largement le montant de l'offre financière du soumissionnaire.
5. Il convient, dans le cadre de la gestion et du suivi des marchés, de recueillir systématiquement les cautions de restitution d'avance et, par la suite, d'opérer une retenue progressive de l'avance sur les décomptes.
6. Les clauses contractuelles relatives aux pénalités de retard doivent être strictement appliquées pour le respect des délais d'exécution par les prestataires.
7. Les garanties de bonne exécution doivent être constituées au moment de la signature des contrats et la prorogation de leurs durées de validité demandée en cas de non respect des délais d'exécution.
- 8 Se conformer aux dispositions de l'article 25 Alinéas 1, 2, 3 du NCMP qui régit les marchés à commande et les marchés de clientèle ;
- 9 l'ARTP ne doit, en aucun cas, conditionner l'attribution d'un marché à la réduction du montant de l'offre financière du soumissionnaire pressenti puisqu'en dehors des rabais expressément indiqués dans la soumission, aucune forme de négociation sur les prix unitaire n'est permise.
- 10 les montants octroyés aux fournisseurs au titre des avances sur marchés doivent être fixés conformément aux prescriptions du NCMP (articles 91 à 94) ;
- 11 la régularisation des pièces administratives manquantes lors de l'ouverture doit être documentée dans le procès verbal d'attribution.
- 12 Se conformer à l'article 44 du COA qui proscrit la régularisation
- 13 Veiller à une application stricte des dispositions du NCMP sur la substitution de produits.
- 14 Voir point 12 supra

### 1.3 TABLEAU RECAPITULATIF DES VIOLATIONS DU NCMP PAR MARCHE

Non conformités identifiées	APPEL D'OFFRES		
	N° 1	N° 3	N° 4
Non respect des critères de recevabilité des offres	√	√	
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP	√	√	
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA			√
Appel d'offres déclaré infructueux par la Commission des Marchés sans autorisation préalable de la DCMP en violation des articles 64 et 65 du NCMP	√		
Exécution de marché différée pour insuffisance des crédits en violation de l'article 9 du NCMP	√		
Non respect de la formalisation des avenants en violation des articles 23 et 24 du NCMP		√	
Non respect des taux indiqués par le CMP pour les avances sur prestations en violation de l'article 92 du NCMP			√

Non conformités identifiées	DRP N°									
	4	7	8	11	17	19	26	27	34	35
Convocations des membres de la Commission des Marchés non versées aux dossiers de passation en violation de l'article 39 du NCMP	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Violation des articles 112 et 113 du NCMP	✓	✓					✓			
Pénalités de retard non imputées aux attributaires de marchés en violation des articles 131 et 132 du NCMP	✓		✓	✓	✓	✓	✓			
Non respect des modalités de règlements contractuels ou modalités non conformes au NCMP en violation des articles 91,92 et 93 du NCMP	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Marchés non prévus dans le plan de passation des marchés en violation de l'article 6 du NCMP	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓			✓
Non respect du nombre minimum de candidats consultés dans les procédures de DRP en violation de l'article 77 du NCMP										✓
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP				✓						

## **SECTION 2**

### **CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2 CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2008 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

### **2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION**

La mission a pour objectif principal de vérifier le processus de passation des marchés ainsi que les contrats signés entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 décembre 2008 et financés sur ressources internes, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- recommandations pour le futur.

## 2.3 TACHES DU CONSULTANT

Les services requis du consultant portent principalement sur la vérification de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés financés au moyen des ressources internes de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budgets des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budgets des collectivités locales), la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés.

Le consultant devra notamment :

- sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :
  - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
  - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- le consultant devra assurer une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites institutions.

Le consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

## **2.4 RAPPORTS ATTENDUS ET DUREE DE LA MISSION**

1. Le Consultant devra produire
  - un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et ;
  - un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports doivent aussi être soumis sur support informatique (CD).
2. Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports du consultant doivent contenir, au moins, un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes) comprenant une analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous-rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.



### **SECTION 3**

#### **APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### **3. APPROCHE METHODOLOGIQUE**

#### **3.1 REVUE DES TEXTES**

Nous avons fait à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA,
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 e du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- règlement Général de la Comptabilité Publique... ;
- loi 2001 - 15 du 27 décembre 2001 portant code des télécommunications modifié par la loi 2006 - 01 du 4 janvier 2006 portant code des postes ;

- décret 2003 - 63 du 17 février 2003 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'ARTP modifié par le décret 2006 - 822 du 14 septembre 2006 ;
- décret 2007 - 593 du 10 mai 2007 fixant les modalités du service universel des télécommunications ainsi que les règles d'organisation et de fonctionnement du fonds de développement du service universel des télécommunications ;
- organigramme de l'ARTP ;
- rapport de gestion 2008 de l'ARTP...

### **3.2 ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Nous avons également effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de l'ARTP pour apprécier la capacité des structures à mettre en œuvre de manière efficace les procédures de contrôle des opérations de passation des marchés par la mise en œuvre des modules d'analyse et d'évaluation ci - après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place en application des dispositions de l'article 35 du NCMP (CM, CPM), des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique,
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre,
- contrôle de la régularité des dépenses,
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

### **3.3 VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu de l'ARTP avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Ces contrôles ont porté sur les aspects relatifs à :

- la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation,
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes,
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels,

- au contenu des dossiers d'appel à candidatures,
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au contenu des procès verbaux d'ouverture des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation technique des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation financière des offres,
- au contenu des procès verbaux d'attribution provisoire,
- à l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- au contenu des lettres de notification,
- à la publicité des attributions provisoires et / ou définitives et au contenu des avis,
- à l'information des soumissionnaires non retenus,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement à l'application des clauses de pénalités,
- au contenu des contrats et au respect des dispositions relatives au paiement,
- au recueil des garanties (garantie de soumission ou garantie de bonne exécution), à leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et à leur durée de validité,
- à la vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- à la réception effective des biens et services,
- aux paiements effectués en relation avec les clauses contractuelles...

## **SECTION 4**

### **RESULTATS DES TRAVAUX**

## **4. RESULTATS DE NOS TRAVAUX**

### **4.1 OBSERVATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES.**

L'Agence de Régulation des Télécommunications (ARTP) a été créée par la loi 2001-15 du 27 décembre 2001 portant code des Télécommunications. Elle a le statut d'établissement public doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière dont l'objectif principal est de favoriser une concurrence saine et loyale entre les acteurs et au bénéfice des utilisateurs de services de télécommunications.

La loi 2006-02 du 4 janvier 2006 modifiant la loi N°2001-15 du 27 décembre 2001 a étendu le périmètre de l'agence au secteur postal. L'Agence est placée sous tutelle du Secrétariat Général de la Présidence de la République du Sénégal. Elle est chargée d'une mission générale de conseils aux autorités étatiques dans tous les domaines relatifs aux secteurs des Télécommunications et des Postes.

Nous avons vérifié l'existence d'un Plan de Passation des Marchés qui a été transmis à la DCMP le 7 février 2008, d'une première actualisation dudit PPM le 28 juillet 2008 et d'une dernière actualisation en octobre 2008. Le rapprochement de cette dernière version révisée avec celle qui figure dans le portail des marchés publics a permis de constater que les DRP ne sont pas incluses dans le PPM. Nous notons également que les prestations intellectuelles sont présentées dans l'état d'exécution du PPM comme des DRP. Lesdites prestations intellectuelles donnent lieu à l'établissement de Demandes de Propositions après lancement éventuel d'une Demande de Manifestation d'Intérêt lorsque la valeur estimée des prestations dépasse le seuil de passation des marchés. L'évaluation de ces manifestations d'intérêt permet de dresser des listes restreintes des candidats auxquels une Demande de Proposition sera adressée.

Nous avons vérifié que l'Avis Général de Passation des Marchés qui a été publié par l'ARTP est en conformité avec le PPM.

Les décisions de nomination des membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés nous ont été transmises de même qu'une copie de la lettre de transmission des attestations de prise de connaissance de la Charte d'Ethique et de Transparence en matière de Marchés Publics (décret 2005-575 du 22 juin 2005 portant approbation de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics).

Notons que les membres de la Cellule de Passation des Marchés instituée pour se conformer aux dispositions de l'arrêté 11 586 pris en application de l'article 35 du NCMP occupent déjà d'autres fonctions. En effet, le Coordonateur de la CPM et rapporteur de la CM est le Chef de la Division Logistique alors les deux autres membres de la CPM sont respectivement le Chef de la Division Réseaux et Services et un membre de la Cellule Administration et Relations Publiques.

Nous n'avons pas vu les copies signées de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics quand bien même la lettre de transmission desdites attestations à la DCMP nous a été communiquée.

Les membres de ces deux structures sont tous formés au NCMP et connaissent les règles de la passation des marchés comme l'atteste le degré de formalisation des dossiers de passations des marchés qui font l'objet d'un classement tout à fait acceptable avec un souci de se conformer aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des dossiers de passation des marchés.

La Commission des Marchés de l'ARTP n'a pas élaboré de rapport annuel comme l'y invite le NCMP tout comme la Cellule de Passation des Marchés n'a pas non plus élaboré et transmis ses rapports trimestriels.

#### **Rappel des seuils applicables à l'ARTP en vertu de l'arrêté 11 580 du 28 décembre 2007**

<b>Type de marchés</b>	<b>Seuils de passation</b>	<b>Seuil de contrôle DCMP sur DAC</b>	<b>Seuil de contrôle DCMP sur RAPEV</b>	<b>Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT</b>
Travaux	50	500	200	800
Fournitures et services	30	250	100	400
Prestations Intellectuelles	30	125	100	350

Comme indiqué ci – avant, l'ARTP a bien formalisé toute la démarche de passation de marchés publics par :

- l'élaboration de dossiers d'appels d'offres utilisant autant que possible les dossiers types,
- l'élaboration de lettres d'invitation et de cahiers des charges pour les DRP,
- l'élaboration des procès verbaux d'ouvertures des plis,
- l'élaboration de procès verbaux d'évaluation technique d'offres,
- l'élaboration de procès verbaux d'attribution provisoire,
- l'élaboration de lettres de notification d'attribution définitive,
- l'élaboration de contrats.

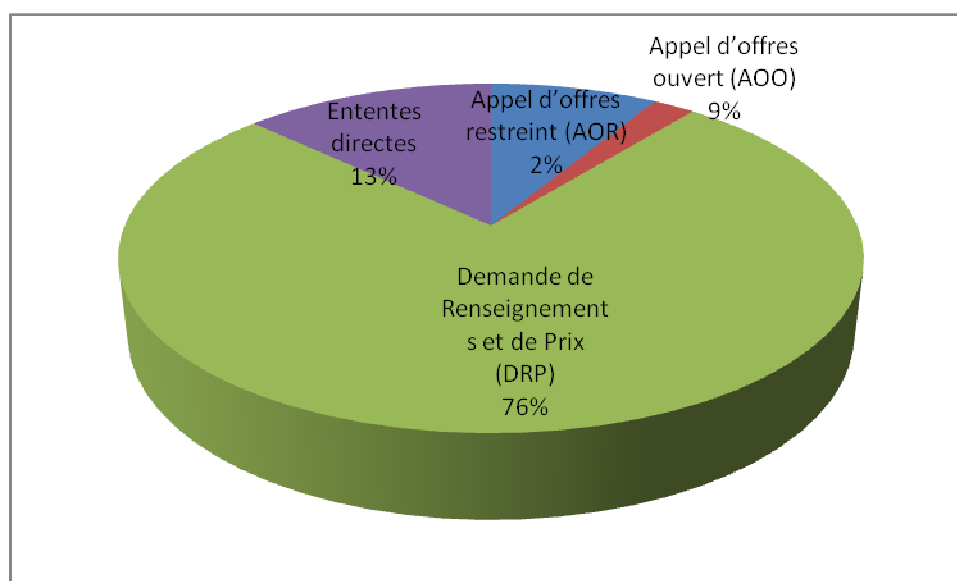
La Commission des Marchés se réunit normalement avec tous les membres désignés et se fait adjoindre, lors des séances d'ouverture des plis, du Responsable de la Cellule de Passation des Marchés, en qualité de rapporteur, conformément au NCMP.

## 4.2 PERIMETRE COUVERT

La situation d'exécution du plan de passation des marchés de 2008 s'établit comme suit :

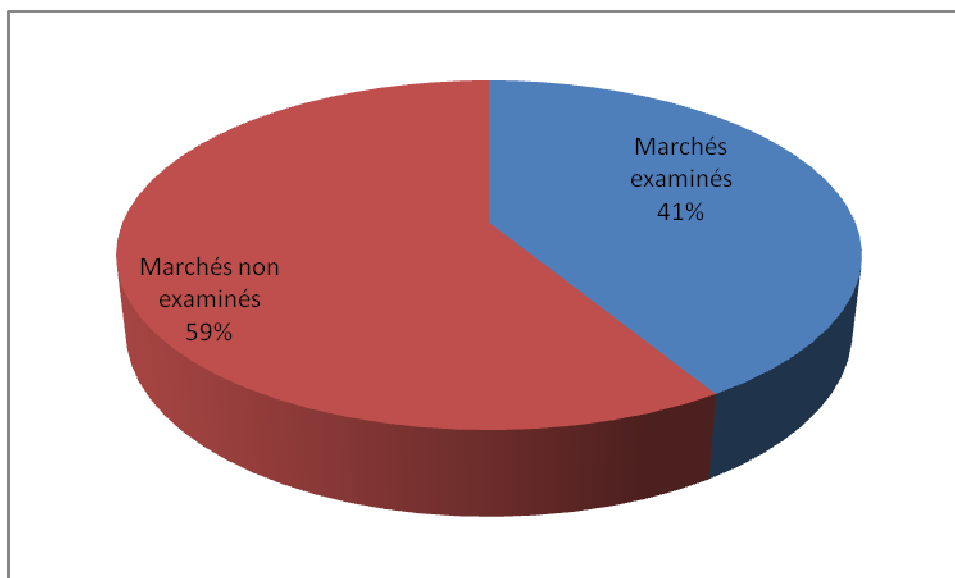
Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2008		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	4	461 063 277	2	229 063 277	50%	49,68%
Appel d'offres restreint (AOR)	1	48 130 500	1	48 130 500	100%	100%
Demande de Proposition (DP)						
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	35	473 550 534	10	177 096 528	28,57%	37,40%
Entente directe (ED)	6	2 708 687 212	6	2 708 687 212	100%	100%
<b>TOTAL</b>	<b>46</b>	<b>3 691 431 523</b>	<b>19</b>	<b>3 162 977 517</b>	<b>41,30%</b>	<b>85,68%</b>

La typologie des marchés passés en 2008 qui se présente comme suit illustre un recours massif à la procédure de Demande de Renseignements et de Prix alors que l'appel d'offres ouvert constitue par principe le mode de passation des marchés publics.



Nos travaux ont couvert en nombre 41,30 % des marchés exécutés en 2008 représentant 85,68 % de la valeur des marchés passés.





### 4.3 EXAMEN DES MARCHES

Un échantillon a été constitué à partir de la liste des marchés exécutés conformément aux termes de référence.

Nous avons examiné 3 appels d'offres, 10 DRP soit un taux de couverture de 33 % en nombre et 46,23 % en valeur.

#### 4.3.1 MARCHES CONCLUS PAR ENTENTE DIRECTE

##### Non conformités identifiées

La vérification de l'exhaustivité des informations qui nous ont été communiquées par l'ARTP relativement à la situation d'exécution du Plan de Passation des Marchés de l'exercice 2008 nous a conduits à procéder à une revue sommaire de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs. Cette revue nous a permis d'identifier des dépenses non reflétées dans les tableaux récapitulatifs d'exécution du PPM qui nous ont été fournis. Lesdites dépenses portent sur des contrats conclus par ententes directes non autorisées, des renouvellements de contrats au-delà des limites temporelles autorisées.

##### Contrats conclus par ententes directes non autorisées

Les paiements effectués au titre des contrats par entente directe non autorisées sont estimés à 2 708 687 212 F CFA. Ils s'établissent comme suit :

- **Kys Group** : l'ARTP a signé avec ce cabinet de conseil en communication un contrat par entente directe non autorisée de 12 000 000 F CFA.
- **Cabinet d'Avocat M° François Sarr et Associés** : des paiements cumulés de 266 128 480 F CFA d'honoraires ont été relevés sur le compte du cabinet. Une partie de ces paiements est liée à l'accompagnement au cours du processus de cession de la troisième licence globale au groupe SUDATEL et les autres règlements sont relatifs au contrat annuel d'assistance et de conseil, chaque

année renouvelé et facturé 20 000 000 F CFA par exercice. Le contrat d'accompagnement pour la cession de la troisième licence court pour la période allant du 10 juillet 2007 au 9 juillet 2008 moyennant des honoraires estimés à 20 000 euros par mois soient 157 440 000 F CFA par an. Ces deux contrats sont conclus par ententes directes non autorisées.

- **Cabinet Fiscal MLS Conseil** : des paiements cumulés de 110 560 000 F CFA ont été relevés sur le compte du cabinet MLS Conseils. Outre le contrat d'assistance fiscale annuel facturé 2 000 000 F CFA, un second contrat a été signé pour des honoraires estimés à 135 700 000 F CFA. Ledit contrat est relatif à une mission d'assistance fiscale consécutive à une notification, à l'ARTP, d'un redressement fiscal sur la TVA, les BNC et les retenues à la source. Le Directeur Général de l'ARTP a marqué son approbation en signant sous son nom dans la proposition de services qui a fait office de contrat. En fait, le chapitre V de la proposition de services intitulé « Formalité contractuelle » stipule que « l'acceptation de l'ARTP se fera par la signature au bas de la présente proposition d'assistance au redressement qui aura valeur contractuelle ».

Il s'agit d'une entente directe non autorisée. Un premier paiement d'une avance de démarrage de 67 850 000 F CFA non couverte par une caution de restitution d'avance a été effectué le 21 mars 2008 ; un second paiement de 40 710 000 F CFA a été fait le 3 octobre 2008.

- **Massa International** (Courtier en Assurances - Vie) : les paiements effectués en 2008 au profit de ce courtier en assurances - vie se chiffrent à 463 382 124 F CFA sur une facturation de 470 921 124 F CFA. Il s'agit d'un contrat relatif à la couverture d'assurance du personnel à travers un package qui comprend la retraite complémentaire, l'indemnité de fin de carrière et l'assurance décès. Le contrat conclu avec le courtier a été fait par entente directe non autorisée.
- **Banque Rothschild** : Cette banque d'affaires a accompagné l'ARTP dans le processus de cession de la troisième licence globale. Sa sélection a été faite par entente directe non autorisée. La banque a facturé des honoraires estimés à 1 384 632 723 F CFA payés à hauteur de 999 999 886 F CFA au 31 décembre 2008.
- **Clifford Chance** : Ce cabinet d'avocats a également accompagné l'ARTP dans le processus de cession de la troisième licence globale. Sa sélection a été faite par entente directe non autorisée. Les paiements effectués à son profit au cours de l'exercice 2008 se chiffrent à 437 304 885 F CFA.

L'ARTP ne peut passer des marchés par entente directe qu'après autorisation préalable de la Direction Centrale des Marchés publics et seulement dans les cas prévus par l'article 76 du NCMP.

### **Avenants de régularisation signés pour le contrat de gardiennage en violation des dispositions de l'article 25 du NCMP**

Les prestations de gardiennage ont continué à être assurées par BSI alors que le contrat qui le liait à l'ARTP était arrivé à son terme ; des avenants de régularisation ont été signés à deux reprises pour couvrir les périodes concernées. BSI a travaillé pendant la période du 3 décembre 2007 au 2 février 2008 sans contrat ; par la suite un avenant de régularisation a été signé le 18 juin 2007 pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2007 au 31 mai 2008. Du 1<sup>er</sup> juin 2008 au

31 décembre 2008 BSI a de nouveau continué à travailler sans contrat avant qu'un deuxième avenant de régularisation ne soit signé en janvier 2009 pour la période allant du 1<sup>er</sup> juin 2008 au 3 juillet 2009 soient 14 mois alors que le contrat stipule que sa durée est de 12 mois. Le contrat de base a été renouvelé deux fois contrevenant aux dispositions de l'article 25 du NCMP.

## **Recommandations**

- se conformer aux dispositions des articles 75 et 76 qui organisent les marchés par entente directe,
- il ne faut pas faire travailler les prestataires sans contrat formalisé et veiller à se conformer aux dispositions du NCMP pour les renouvellements de contrat.

### **4.3.2 MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES**

Les principales constatations sont présentées ci – après :

#### **AOO N° 1 ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE ET DE LOGICIELS SPECIALISES**

**Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres : 3 avril 2008**

**Date de dépôt des offres : 5 mai 2008**

**Délai de préparation des offres : 32 jours**

**Budget prévu dans le PPM : 420 450 000 F CFA H TVA**

**Date d'attribution: 20 septembre 2008**

**Date d'approbation: 29 septembre à NEUROTECH, 27 novembre 2008 à HPC et TCS**

**Date de notification: 3 novembre à NEUROTECH, 11 décembre à HPC et TCS**

**Délai d'exécution : 30 jours pour NEUROTECH, 15 décembre pour HPC, 30 jours pour TCS**

#### **Attributaires:**

- **lot 1 : HPC 77 370 097 F CFA H TVA**
- **lot 2 : à relancer en circonscrivant le périmètre**
- **lot 3 : NEUROTECH 18 994 620 F CFA H TVA**
- **lot 4 : TCS 57 102 060 F CFA H TVA**

#### **Non conformités identifiées**

- le délai de passation est anormalement long (huit à neuf mois se sont écoulés entre la date de publication de l'avis spécifique de passation des marchés et la date de notification des contrats aux soumissionnaires) ; la durée de validité des offres étant de 90 jours, celle des garanties de soumission de 120 jours à compter de la date d'ouverture des plis, l'ARTP aurait dû demander une prorogation de la durée de validité de leurs offres et de leurs garanties de soumission aux soumissionnaires ;
- le terme adjudication est toujours utilisé à la place d'attribution dans les procès verbaux de la Commission des Marchés ;

- le DAO remis aux soumissionnaires ne comportait pas de modèle de contrat ;
- le procès verbal d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux soumissionnaires seule la feuille de présence signée avec mention des montants des offres est remise aux représentants des soumissionnaires ;
- le montant des offres financières n'est pas expressément mentionné dans le rapport d'évaluation ;
- **lot 2 :** ce lot n'a pas été attribué. Après analyse des offres, seul un soumissionnaire avait obtenu la note technique minimale. Puisque les candidats avaient soumissionné à plusieurs lots et avaient fourni une seule offre financière pour les différents lots, la Commission des Marchés a pu connaître le montant de l'offre financière de chaque soumissionnaire pour ce lot 2. Lesdites offres financières varient de 17 millions à 174 millions de F CFA pour le soumissionnaire ayant dépassé la NTM. Cette offre a été jugée excessive et hors budget par la Commission Technique qui a proposé de déclarer ce lot sans suite. Cette proposition de la Commission a été entérinée par la DCMP. Nous estimons, après examen du budget que l'offre du candidat était tout à fait dans les limites du budget alloué à cette activité et que la déclaration sans suite au motif de l'absence de crédits suffisants n'est pas fondée ;
- **lot 3 :** sur certaines spécifications techniques la grille de contrôle des offres des soumissionnaires remplie par la Commission Technique mentionne des commentaires sur les solutions techniques que deux fournisseurs proposent dans leur offre. Il s'agit tout simplement de mentionner dans la grille de contrôle la conformité ou la non-conformité des offres par rapport aux différents critères d'évaluation. Le commentaire pourra venir étayer la prise en compte ou non des offres au regard des critères d'évaluation ;
- **lot 4 :** les notions de points forts et points faibles sont également introduites dans la grille d'évaluation. Il s'agit de commentaires et d'appréciations qui peuvent être donnés dans le corps du rapport à l'appui des positions adoptées par la Commission Technique. Dans la grille il faut se limiter à noter la conformité ou la non-conformité des offres au regard des critères d'évaluation ;
- **lot 1 :** HPC 77 370 097 F CFA HTVA PLUS UN AVENANT DE 15 961 994 F CFA HTVA EN DATE DU 29 OCT 2008 SOIENT 92 332 097 F CA H TVA. Le délai d'exécution de ce marché était fixé au 15 décembre 2008. A la date de nos travaux, la prestation n'était pas encore terminée puisque deux applications informatiques sur les sept prévues ne sont pas livrées. S'agissant du développement d'applications spécifiques, le délai prévu dans le DAO et dans le contrat nous semble anormalement court. La confection des DAO doit se faire en tenant compte des contraintes réelles de réalisation des prestations pour ne pas, dès l'entame de la mission du Consultant, se trouver dans une situation de conflit potentiel quant au respect des délais ;
- la caution de restitution d'avance n'est pas conforme au modèle proposé dans le DAO. Par ailleurs sa date limite de validité (7 février 2009) est largement dépassée alors que les prestations ne sont pas terminées. De surcroît, la retenue progressive de l'avance sur les décomptes n'est pas non plus opérée (le prestataire a perçu un décompte de 31 607 616 F CFA H TVA sur lequel la quote part de l'avance n'a pas été prélevée);

- **lot 2** : à relancer en circonscrivant le périmètre  
Ce lot n'a pas été attribué le Président de la Commission Technique arguant du fait que l'offre financière du seul prestataire ayant dépassé la Note Technique Minimale était hors budget alors que le budget prévu dans le PPM qui est de 420 450 000 F CFA H TVA couvre largement le montant total des offres ayant fait l'objet d'attribution pour un montant de 153 466 777 F CFA H TVA. Les soumissionnaires de ce lot 3 sont EDK (17 millions), NEUROTECH (93 M), BULL (174 M), PLATFORM TECHNOLOGIE (150 M), ATI (154M). L'argument invoqué qui a été entériné par la DCMP n'est pas fondé car le reliquat sur le budget alloué se chiffre à 268 983 223 F CFA H TVA alors que l'offre du soumissionnaire ayant atteint la NTM est de 174 millions de F CFA HTVA.
  
- **lot 3** : NEUROTECH 18 994 620 F CFA H TVA  
Notification : 3 novembre 2008.  
Délai d'exécution prévu : 30 jours.  
Délai effectif : 55 jours.  
Recette provisoire : 24 novembre 2008.  
  
D'après le contrat la recette définitive des applications doit se faire trois mois après la recette provisoire. Nous constatons, à la date de nos travaux que cette recette définitive n'a toujours pas été effectuée. Par ailleurs, le paiement intégral de la prestation a été effectué à la livraison et aucune pénalité de retard n'a été réclamée au fournisseur.
  
- **lot 4** : TCS 57 102 060 F CFA H TVA  
Délai de livraison contractuel 30 jours.  
Notification le 11 décembre 2008.  
Livraison 2 février 2009 soient 66 jours après notification.  
Pas de pénalités de retard prélevées sur les paiements au prestataire. Par ailleurs, le mode de calcul tel que libellé dans l'article 13 du contrat stipule que les pénalités sont calculées sur le montant total du contrat alors que normalement, c'est sur la partie non livrée que portent les pénalités. Cet article ne précise pas non plus que les pénalités sont calculées par jour de retard.
- Le cautionnement définitif fourni par TCS n'est pas conforme au modèle proposé dans le DAO.  
Le modèle stipule que la garantie doit être valable jusqu'à la réception des fournitures alors que la caution délivrée par la banque mentionne que cette dernière est valable 90 jours ; cette période de validité de la caution peut ne pas couvrir les délais de livraison.

## **Recommandations**

- demander une prorogation de la durée de validité de leurs offres et de leurs garanties de soumission aux soumissionnaires lorsque les délais de passation risquent de s'étendre au-delà des périodes de validité des offres et des garanties ;

- se conformer à la terminologie du NCMP ; utiliser le terme attribution en lieu et place du terme adjudication dans les procès verbaux de la Commission des Marchés ;
- inclure le modèle de contrat dans les DAC remis aux soumissionnaires ;
- quand bien même la feuille de présence signée et comportant les noms des soumissionnaires et de leurs représentants, les montants des offres est transmise il est préférable de formaliser ces données dans un procès verbal d'ouverture en bonne et due forme et de le transmettre aux soumissionnaires comme indiqué dans le NCMP ;
- mentionner le montant des offres financières dans le rapport d'évaluation ;
- **lot 2 : ne pas invoquer des informations non vérifiées pour proposer la déclaration d'un lot ou d'un AO sans suite pour insuffisance de crédits alors que le budget est disponible ;**
- **lot 3, lot 4 :** mentionner dans la grille de contrôle la conformité ou la non-conformité des offres par rapport aux différents critères d'évaluation. Le commentaire pourra venir étayer la prise en compte ou non des offres au regard des critères d'évaluation ;
- **lot 1 :** la confection des DAO doit se faire en tenant compte des contraintes réelles de réalisation des prestations pour ne pas, dès l'entame de la de la mission du Consultant, se trouver dans une situation de conflit potentiel quant au respect des délais ;
- veiller à ce que la caution de restitution d'avance soit régulièrement constituée et opérer la retenue progressive de l'avance sur les décomptes ;
- **lot 3 :** NEUROTECH 18 994 620 F CFA H TVA  
Veiller au respect des dispositions du contrat relatives à l'application des pénalités pour défaut d'exécution dans les délais contractuels. Faire la recette définitive des produits avant le paiement du solde des prestations;
- **lot 4 :** TCS 57 102 060 F CFA H TVA  
Les pénalités de retard doivent être calculées et déduit des paiements aux prestataires qui ne respectent pas les délais contractuels. Par ailleurs, il convient de préciser le mode de calcul tel que libellé dans l'article 13 du contrat ARTP. Ces pénalités sont calculées par jour de retard sur la partie non livrée ;
- veiller à ce que la période de validité du cautionnement définitif fourni par l'attributaire soit conforme au modèle proposé dans le DAO et que sa période de validité couvre les délais de livraison.

### **AOO N° 3 ACQUISITION FOURNITURES, CONSOMMABLES ET MATERIEL BUREAUTIQUE**

**Date de publication de l'ASPM : 13 février 2008**

**Date de dépôt des offres : 17 mars 2008**

**Délai de préparation des offres : 34 jours**

**Budget prévu dans le PPM : 175 000 000 F CFA H TVA**

**Date d'attribution: 3 juin 2008**

**Date d'approbation:**

**Date de notification: 14 juillet 2008**

**Délai d'exécution :**



**Attributaires :**

- **lot 1** : Fournitures de bureau : Diamo Services 35 009 500 F CFA H TVA
- **lot 2** : Consommables Informatiques: Oumou Informatique 12 178 000 FCFA H TVA
- **lot 3** : Matériel de bureau : Oumou Informatique 18 400 000 F CFA H TVA
- **lot 4** : Climatisation: Master Office 6 225 000 F CFA H TVA

**Non conformités identifiées**

- le délai de passation est anormalement long (cinq mois entre la date de publication de l'avis spécifique de passation des marchés et la date de notification des contrats aux soumissionnaires) ; la durée de validité des offres étant de 90 jours à compter de la date d'ouverture des plis, l'ARTP aurait dû demander une prorogation de la durée de validité de leurs offres et de leurs garanties de soumission aux soumissionnaires ;
- l'avis d'appel d'offre ne mentionne pas la source de financement du marché, ne précise pas non plus le montant de la caution de soumission, la durée de validité des offres, la référence au décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant NCMP, la durée de validité des offres ;
- le procès verbal d'ouverture des offres mentionne, outre la non présentation d'échantillons par huit soumissionnaires, l'absence de pièces administratives pour Master Office et Diamo Services alors qu'au moment de l'attribution des lots, aucune indication dans le rapport d'évaluation du 10 avril 2008 ou dans le procès verbal d'attribution ne précise si la régularisation des pièces administratives a eu lieu ou pas ;
- ce rapport d'évaluation mentionne, dans son approche méthodologique, que seules les soumissions complètes seront considérées alors que des rectifications ont été faites pour compléter les offres avec les prix les plus élevés des concurrents par article omis. Ce procédé n'est pas conforme à l'esprit du NCMP qui stipule que la Commission Technique a l'obligation d'estimer l'importance des effets des omissions sur la conformité de l'offre. Au regard de son appréciation dudit effet, la Commission Technique avise sur l'opportunité de demander au soumissionnaire en cause et par écrit, des précisions si elle juge que l'effet n'est pas significatif.
- **lot 1** : DIAMA SERVICES 35 009 500 F CFA HTVA CONTRAT DU 18 JUIN 2008.

L'examen du contrat a permis de constater que la garantie de bonne exécution n'a pas été constituée à la signature. Par ailleurs, l'article 9 du contrat stipule que « les quantités commandées pourront varier à la hausse ou à la baisse dans une fourchette de 30 % maximum par rapport au montant du marché ». Cette clause n'est pas conforme aux dispositions de l'article 25 Alinéas 1, 2, 3 du NCMP qui régit les marchés à commande et les marchés de clientèle ;

En outre une commande partielle de 11 340 325 F CFA H TVA a été passée au fournisseur alors que le contrat ne dit pas qu'il s'agit d'un marché à commande ou d'un marché de clientèle (BC N° AL080328 du 27 juin 2008). Ce flou dans les termes du contrat et les modalités de son exécution peut être une source de litiges avec le fournisseur.

- **lot 2** : OUMOU INFORMATIQUE - FOURNITURES ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES 12 178 000 F CFA H TVA

L'article 9 du contrat stipule que « les quantités commandées pourront varier à la hausse ou à la baisse dans une fourchette de 30 % maximum par rapport au

montant du marché ». Cette clause n'est pas conforme aux dispositions de l'article 25 Alinéas 1, 2, 3 du NCMP qui régit les marchés à commande et les marchés de clientèle.

- **lot 3 : OUMOU INFORMATIQUE. FOURNITURE DE MATERIEL DE BUREAU 18 400 000 F CFA HT**

L'article 9 du contrat stipule que « les quantités commandées pourront varier à la hausse ou à la baisse dans une fourchette de 30 % maximum par rapport au montant du marché ». Cette clause n'est pas conforme aux dispositions de l'article 25 Alinéas 1, 2, 3 du NCMP qui régit les marchés à commande et les marchés de clientèle ;

- **lot 4: MASTER OFFICE CLIMATISEURS 6 225 000 F CFA HT**

L'article 9 du contrat stipule que « les quantités commandées pourront varier à la hausse ou à la baisse dans une fourchette de 30 % maximum par rapport au montant du marché ». Cette clause n'est pas conforme aux dispositions de l'article 25 Al 1, 2, 3 du NCMP qui régit les marchés à commande et les marchés de clientèle.

### **Recommandations**

- demander une prorogation de la durée de validité de leurs offres et de leurs garanties de soumission aux soumissionnaires lorsque les délais de passation risquent de s'étendre au-delà des périodes de validité des offres et des garanties ;
- veiller à ce que les avis spécifiques de passation des marchés contiennent toutes les mentions requises telles que la source de financement du marché, le montant de la caution de soumission, la durée de validité des offres, la référence au décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant NCMP, la durée de validité des offres ;
- préciser, dans le procès verbal d'attribution, la régularisation des points soulevés dans le procès verbal d'ouverture relatifs notamment la production des pièces administratives ;
- **lot 1 : DIAMA SERVICES 35 009 500 F CFA HT CONTRAT DU 18 JUIN 2008 ;**  
Veiller à ce que la garantie de bonne exécution soit constituée à la signature. Veiller à ce que la nature du contrat soit bien précise (marché à commande ou marché de clientèle) pour se prémunir contre les risques de litiges avec le fournisseur au moment de l'exécution.
- veiller à conformer le modèle de contrat ARTP avec les dispositions de l'article 25 Alinéas 1, 2, 3 du NCMP qui régit les marchés à commande et les marchés de clientèle ;
- lorsque les offres d'un ou de plusieurs soumissionnaires sont incomplètes, la Commission Technique doit lui ou leur adresser une lettre, pendant l'évaluation, pour confirmer les prix afin d'éviter les éventuelles contestations de soumissionnaires qui se sentiraient lésés. Comme indiqué dans les dossiers types lorsque les offres sont évaluées par lot et qu'un bordereau des prix inclut un article sans en fournir le prix, le prix sera considéré comme inclus dans les prix des autres articles. Un article non mentionné dans le Bordereau des Prix sera considéré comme ne faisant pas partie de l'offre et, en admettant que celle-ci soit conforme pour l'essentiel, le prix le plus élevé offert pour l'article en question par les candidats dont les offres sont conformes sera ajouté au prix de l'offre et le prix total ainsi évalué de l'offre sera utilisé aux fins de comparaison des offres.



## **AOR N° 4 ASSISTANCE A L'ELABORATION DE LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE**

**Sollicitation de manifestation d'intérêt N° 290808/21/FG**

**Date de publicité de la DMI : 19 Juillet 2008**

**Date de dépôt des MI : 18 Août 2008**

**Date d'ouverture des MI : 29 Août 2008**

**Délai de préparation des offres : 30 Jours**

**Date d'évaluation des MI: 18 septembre 2008**

**Date consultation des candidats short listés: 29 septembre 2008**

**Date de dépôt des offres : 31 octobre 2008**

**Délai de préparation des offres : 30 Jours**

**Budget prévu dans le PPM : 100 000 000 F CFA H TVA**

**Date de dépouillement des offres : 07 novembre 2008**

**Date de notification : 10 mai 2009**

**Délai d'exécution : 4 mois à compter de la date de notification du contrat**

**Attributaire : LABO MARKETING pour 48.130.500 FCFA H TVA**

### **Non conformités identifiées**

- Près de dix mois se sont écoulés entre la date de publication de la Demande de Manifestation d'Intérêt et la date de notification du marché ; quatre mois séparent également la date limite de validité des offres et la date de notification sans qu'aucune demande de prorogation de la durée de validité des offres ne soit adressées aux soumissionnaires.

### **Recommandation**

- Demander une prorogation de la durée de validité de leurs offres et de leurs garanties de soumission aux soumissionnaires lorsque les délais de passation risquent de s'étendre au-delà des périodes de validité des offres.

## **4.3.3 LES MARCHES CONCLUS A LA SUITE D'UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX**

L'échantillon sur lequel ont porté nos travaux représente 41 % en nombre et 85,60 % en valeur.

## **DRP N° 4 CABLAGE INFORMATIQUE ET ELECTRIQUE YEUMBEUL SIGAF + FOURNITURE ET INSTALLATION ONDULEUR 30 KVA**

**Date de transmission de la DRP : 07 mars 2008**

**Date de dépôt des offres : 17 mars 2008**

**Délai de préparation des offres : 10 jours**

**Date d'attribution : 30 mai 2008**

**Date d'approbation :**

**Date de notification :**

**Délai d'exécution : 7 jours**

**Attributaire : SODIMEL pour un montant de : 18 777 401 F CFA**

**Non conformités identifiées**

- la Commission des Marchés, après avoir signalé l'absence des pièces administratives dans le procès verbal d'ouverture des plis, a continué la procédure d'évaluation des offres et d'attribution sans mentionner que les soumissionnaires ont régularisé leur situation administrative avant la finalisation du processus ;
- la lettre de notification de l'attribution provisoire n'a pas été versée au dossier de passation ;
- plus de cinq mois se sont écoulés entre la date d'émission du bon de commande (11 juin 2008) et la date de livraison (25 novembre 2008) alors que le délai d'exécution était prévu pour 7 jours. Les pénalités de retard n'ont pas été calculées et déduites des paiements au fournisseur ;
- le taux de l'avance octroyée au fournisseur (50% du montant du marché) n'est pas conforme au NCMP ; de surcroît aucune caution de restitution d'avance n'a été versée au dossier. Même si cette caution avait été constituée, elle n'aurait pas pu être appelée au regard du délai de livraison anormalement long qui couvrirait largement la période de validité de ladite garantie de restitution d'avance.

**Recommandations**

- préciser dans le procès verbal d'attribution la régularisation des points soulevés dans le procès verbal d'ouverture relatifs notamment la production des pièces administratives... ;
- verser la lettre de notification de l'attribution provisoire au dossier de passation ;
- calculer les pénalités de retard et les réclamer au fournisseur ;
- limiter les avances aux taux réglementaire, obtenir les cautions de restitution d'avance et les verser au dossier. Veiller à ce que les durées de validité des cautions couvrent les délais d'exécution pour pouvoir les appeler à temps en cas de besoin.

**DRP N° 7 DU 07 MARS 2008 ACQUISITION DE GROUPE ELECTROGENE SIGAF**

**Date de transmission de la DRP : 07 mars 2008**

**Date de dépôt des offres : 17 mars 2008**

**Délai de préparation des offres : 10 jours**

**Attributaire : EQUIP PLUS pour un montant de 13 608 953 F CFA**

**Non conformités identifiées**

- la Commission des Marchés, après avoir signalé l'absence des pièces administratives dans le procès verbal d'ouverture des plis, a continué la procédure d'évaluation des offres et d'attribution sans mentionner que les soumissionnaires ont régularisé leur situation administrative avant la finalisation du processus ;
- la lettre de notification à l'attributaire n'est pas versée au dossier de passation.

## **Recommandations**

- mentionner dans le procès verbal d'attribution les régularisations de pièces administratives opérées entre l'ouverture des plis et l'attribution ;
- procéder au classement des pièces conformément aux instructions de classement édictées par l'ARMP.

### **DRP N° 8 ACHAT DE TELEPHONES PORTABLES**

**Date de transmission de la DRP : 29 février 2008**

**Date de dépôt des offres : 7 mars 2008**

**Délai de préparation des offres : 8 jours**

**Date d'attribution : 30 mai 2008**

**Date d'approbation : 2 septembre 2008**

**Date de notification : 2 septembre 2008**

**Délai d'exécution : 7 jours**

**Attributaire SETEL pour un montant de 28 857 500 F CFA**

### **Non conformités identifiées**

- les lettres de saisine des fournisseurs ont été envoyées à des dates différentes (29 février pour trois d'entre eux et 5 mars pour le dernier (SETEL) pour lequel la date limite de dépôt est prorogée jusqu'au 10 mars. Il s'agit manifestement d'une tentative de régularisation d'une procédure qui exige la consultation d'au moins cinq fournisseurs. Les principes d'égalité et d'équité ne sont pas tout à fait respectés ;
- le premier moins disant n'a pas été retenu en raison de délais de livraison et de garantie des téléphones portables. C'est le deuxième moins disant qui se trouve être le dernier consulté qui a été retenu laissant subsister un doute sur la transparence de l'opération ;
- suite à l'attribution du marché à SETEL, deux ajustements des prix ont été effectués du fait de la non disponibilité d'un modèle de téléphone portable remplacé par un autre plus cher. Cette substitution de produits constitue une nouvelle entorse au respect du principe d'égalité ;
- la facture N° 2262 d'un montant de 18 890 000 F CFA date du 29 août 2008 alors que le contrat a été approuvé et notifié le 2 septembre 2008.

## **Recommandations**

- veiller au respect des principes d'équité et d'égalité des soumissionnaires ;
- les critères essentiels doivent être précisés pour éviter une application à géométrie variable des critères de sélection avec pour effet le favoritisme au profit d'un soumissionnaire ;
- les substitutions de produits ne doivent être acceptées que lorsqu'elles sont prévues dans le cahier des charges ; elles ne doivent pas entraîner de coûts additionnels ;
- veiller à la cohérence des dates des dossiers de marchés.

## **DRP N° 11 ELABORATION DU PLAN STRATEGIQUE**

**Date de transmission de la DRP : 2008**

**Date de dépôt des offres : 2008**

**Délai de préparation des offres : jours**

**Budget prévu dans le PPM : néant**

**Date d'attribution : 2008**

**Date d'approbation : 2008**

**Date de notification : 2008**

**Délai d'exécution : jours**

**Attributaire : CEDS pour un montant de 8 040 000 F CFA**

### **Non conformités identifiées**

- cette activité ne figure pas dans le plan de passation des marchés conformément aux dispositions de l'article 6 du NCMP ;
- les soumissionnaires ont présenté des factures pro forma pour des prestations intellectuelles qui demandent normalement la production d'une offre en bonne et due forme avec la déclinaison de la méthodologie et du plan de travail des intervenants. Rien de tout cela n'est produit et l'ARTP n'a même pas établi de termes de référence pour la prestation ;
- aucun procès verbal d'attribution n'est versé au dossier de passation ;
- un avenant de 2 412 000 FCFA équivalent exactement à 30% du montant du marché a été signé avec le prestataire.

### **Recommandations**

- faire une mise à jour du plan de passation des marchés après révision du budget dument approuvé pour ne pas contrevenir aux dispositions de l'article 6 du NCMP ;
- les prestations intellectuelles doivent donner lieu à l'élaboration préalable de termes de référence adressées aux soumissionnaires qui doivent présenter des offres de services en bonne et due forme avec la déclinaison de la méthodologie, du plan de travail des intervenants ;
- verser le procès verbal d'attribution au dossier de passation.

## **DRP N° 17 ACQUISITION DE MOBILIER POUR LE SIGAF YEUMBEUL**

**Date de transmission de la DRP : 30 juin 2008**

**Date de dépôt des offres : 03 juillet 2008**

**Délai de préparation des offres : 3 jours**

**Budget prévu dans le PPM : néant**

**Date d'attribution : 9 juillet 2008**

**Date d'approbation : BC AL 080403 du 8 août 2008 pour GEE**

**Date de notification : 8 août 2008**

**Délai d'exécution : 15 jours**

**Livraison meubles : 06 août 2008**

**Livraison armoires : 25 septembre 2008**

**Livraison téléviseur : 27 octobre 2008**

### **Attributaires :**

- |  |                        |
|--|------------------------|
| - GEE pour le mobilier (sauf armoires) | 12 556 454 F CFA H TVA |
| - Meuble de Carthage pour les armoires | 1 200 000 F CFA H TVA  |
| - Master Office pour la télévision     | 721 546 F CFA H TVA    |

### **Non conformités identifiées**

- cette activité ne figure pas dans le plan de passation des marchés (constat valable pour toutes les DRP qui ne sont pas dans le PPM) conformément aux dispositions de l'article 6 du NCMP;
- les registres de courrier départ n'ont pas été mis à notre disposition pour nous permettre de nous assurer que les lettres d'invitation sont effectivement parvenues aux fournisseurs sélectionnés dans le respect des règles d'égalité et d'équité édictées par le nouveau code ;
- les convocations des membres de la Commission des Marchés ne sont pas versées au dossier de passation ;
- un seul procès verbal a été établi par la commission des marchés réunie le 04/07/08. Il est intitulé « procès verbal de dépouillement et d'adjudication DRP mobilier Yeumbeul 2008. Les offres n'ont donc pas été ouvertes en présence des soumissionnaires et il n'y a pas eu de PV séparés pour le dépouillement et pour l'adjudication ;
- la commission technique chargée d'évaluer les offres s'est réunie le 09 juillet. Elle a proposé que le marché relatif au mobilier soit attribué à l'entreprise GEE et que des réaménagements soient apportés pour adapter le mobilier de bureau au besoin du centre de contrôle de Yeumbeul. Le marché est alors passé de 12.556.454 à 12.380.000. Le DG a été mis au courant de cette modification par un Mémo daté du 19/08/08 mais aucun courrier n'a été adressé au fournisseur pour faire valider ces modifications ;
- le dossier n'est pas bien tenu. Toutes les pièces justificatives relatives au marché ne sont pas rangées dans le dossier (par exemple la notification d'attribution, BL, etc.). Nos interlocuteurs ont dû fouiller dans d'autres dossiers ou se référer à la comptabilité pour nous présenter certaines pièces justificatives demandées ;
- les pénalités relatives au retard de livraison n'ont pas été appliquées ;
- la signature des membres de la commission des marchés n'est pas précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé ».

### **Recommandations**

- faire une mise à jour du plan de passation des marchés après révision du budget dument approuvé pour ne pas contrevenir aux dispositions de l'article 6 du NCMP ;
- verser dans le dossier tous les documents relatifs au marché du lancement au paiement du titulaire du marché ;
- préparer des convocations écrites à remettre à temps pour les membres des commissions;

- faire parvenir la DRP aux fournisseurs sélectionnés par cahier de transmission ou tout autre moyen pouvant assurer qu'elle est bien reçue ;
- Veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ;
- Appliquer les pénalités prévues dans les documents contractuels ;
- Demander à tous les signataires de PV ou de contrat, de faire précéder leur signature de la mention manuscrite « lu et approuvé ».

## **DRP N° 19 OBJETS A SERIGRAPHIER**

**Date de transmission de la DRP : 21/04/08**

**Date de dépôt des offres : 28/04/08**

**Délai de préparation des offres : 7 jours**

**Budget prévu dans le PPM : Néant**

**Date d'attribution : 02/05/08**

**Date d'approbation : 31/10/08**

**Date de notification : 10/11/08**

**Délai d'exécution : 02/05/08 selon TDR**

### **Attributaires :**

- |               |                        |
|---------------|------------------------|
| - POINT COM   | 12.556.454 F CFA H TVA |
| - PUBLICOM    | 156.000 F CFA H TVA    |
| - GRAPHICOLOR | 4.680.000 F CFA H TVA  |

### **Non conformités identifiées**

- cette activité ne figure pas dans le plan de passation des marchés conformément aux dispositions de l'article 6 du NCMP ;
- nous n'avons pu nous assurer que les fournisseurs sélectionnés ont bien été consultés même si nous avons vu les copies des courriers non déchargés qui leur ont été adressé ;
- ce marché avait fait l'objet d'un premier lancement en janvier 2008. L'évaluation des offres a été faite et le marché attribué. Il a par la suite été annulé pour des raisons qui ne nous ont pas été expliquées. Cependant, nous avons constaté l'existence de demandes d'achats relatifs au premier lancement, visés par des responsables de l'ARTP, d'une facture d'acompte déposée par POINT COM et d'un bon de commande (BC N° AL 080067 de montant Total H TVA: 4 190 000 du 03/03/08 adressé à GRAPHI COLOR). Ce bon de commande comporte le cachet de l'ARTP et a été envoyé le 06/03/08 à GRAPHI PLUS ;
- la manière dont les PV sont rédigés ne fait pas ressortir tous les avis différents exprimés ainsi que les éventuelles réserves ;
- le contrat portant sur « des sérigraphies » signé avec POINT COM porte la date du 25 juillet 2008 à côté de la signature du DG, alors qu'il n'a été validé par celui-ci que le 31 octobre 2008 (voir fiche de circulation contrat) et envoyé au client le 10 novembre 2008. Le contrat a été signé avant sa validation par le DG ;
- le montant du marché n'est pas inscrit sur le corps du contrat mais sur la page de garde ou l'on a inscrit l'objet du marché et le cocontractant entre autres ;
- la commission des marchés avait approuvé à l'unanimité le rapport de la commission technique sous réserve de :

- renégocier à la baisse le prix proposé par GRAPHICOLOR pour les sets de bureau ;
- renégocier les prix proposés par POINT COM pour les joggings et les pins.

Les factures définitives de GRAPHI COLOR et POINT COM se chiffrent ainsi à :

. POINT COM : 10.667.000 F CFA HT

. GRAPHI COLOR : 4.680.000 F CFA HT

- l'ouverture et l'analyse de plis ont été faites en même temps ;
- l'exécution du marché gagné par POINT COM n'est pas encore terminée. Le 21 juillet, le DG adressait un courrier de mise en demeure à POINT COM parce que tous les articles notamment les stylos n'ont pas été livrés. Des mails échangés entre l'ARTP et le fournisseur en janvier 2009 ont abouti au principe de l'émission d'une facture d'avoir. Cependant aucun document dans le dossier ne fait état de facture d'avoir ni de courrier officiel adressé au client pour cette situation (en dehors de la facture de mise en demeure du DG) ;
- le dossier n'est pas bien tenu. Toutes les pièces justificatives relatives au marché ne sont pas rangées dans le dossier (par exemple la notification d'attribution). Nos interlocuteurs ont dû fouiller dans d'autres dossiers ou se référer à la comptabilité pour nous présenter certaines pièces justificatives demandées ;
- les pénalités relatives au retard de livraison n'ont pas été appliquées.

### **Recommandations**

- faire une mise à jour du plan de passation des marchés après révision du budget dument approuvé pour ne pas contrevenir aux dispositions de l'article 6 du NCMP ;
- faire parvenir la DRP aux fournisseurs sélectionnés par cahier de transmission ou tout autre moyen pouvant assurer qu'elle est bien reçue ;
- veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ;
- appliquer les pénalités prévues par les documents contractuels.

## **DRP N° 26 ACHAT DE VIDEOPROJECTEURS, LUTRINS ET ECRANS**

**Date de transmission de la DRP : 15 décembre 2008**

**Date de dépôt des offres : 22 décembre 2008**

**Délai de préparation des offres : 7 jours**

**Budget prévu dans le PPM : néant**

**Date d'attribution : 31 décembre 2008**

**Date d'approbation : 27 février 2008**

**Date de notification : 3 mars 2009**

**Délai d'exécution : 6 à 9 semaines après signature du contrat**

**Attributaire : OTTINEX pour un montant de 13 432 977 F CFA**

### **Non conformité identifiée**

- l'ARTP a payé, en avril 2009, une avance de 50 % au fournisseur taux contraire aux dispositions du NCMP ; ce paiement est intervenu plus d'un an après la



notification de ce marché et la livraison complète n'avait toujours pas été effectuée à la date de nos travaux (septembre 2009).

### **Recommandation**

- exiger des fournisseurs la délivrance d'une caution de restitution d'avance avant tout paiement ; s'assurer que la durée de validité de ladite caution permettra de l'appeler en cas de besoin.

### **DP N° 27 PLAN DE COMMUNICATION RELATIF AU PROJET PILOTE DU SERVICE UNIVERSEL DES TELECOMMUNICATIONS DANS LA REGION DE MATAM.**

**Date de transmission de la DP :**

**Date de dépôt des offres : 16 juin 2008**

**Délai de préparation des offres :**

**Budget prévu dans le PPM : 25 000 000 F CFA**

**Date d'attribution: néant**

**Date d'approbation: néant**

**Date de notification: néant**

**Délai d'exécution : néant**

**Attributaire : Point Com pour 33 907 000 F CFA ramenés à 28 141 425 F CFA**

### **Non conformités identifiées**

- la lettre de notification de l'attribution provisoire de ce marché (lettre 2398/ARTP/DG/SG/DSA/LOG du 20 Août 2008) conditionne celle-ci à l'acceptation, par le prestataire pressenti, d'une réduction de 17% sur le montant de son offre financière pour la ramener à 28 141 425 F CFA. Ce procédé constitue une violation des dispositions du NCMP ;
- des modifications substantielles des modalités de paiement initialement prévues dans le contrat du 07 Novembre 2008 entre l'ARTP et l'attributaire POINT COM aboutissent à la signature d'un avenant qui porte essentiellement sur l'échéancier de paiement. La première avance de 20% à la signature du contrat est maintenue. Une avance intermédiaire de 30%, avant le démarrage des travaux est introduite sur présentation d'un mémorandum de démarrage. L'avance de démarrage passe en fait de 20 à 50% du montant du marché avant la présentation du rapport provisoire en violation des dispositions du NCMP relatives aux paiements d'avances.

### **Recommandations**

- se conformer aux dispositions du NCMP qui interdisent de conditionner l'attribution d'un marché à une réduction préalable des coûts des prestations ;
- se conformer aux dispositions du NCMP pour le paiement des avances aux fournisseurs.



## **DRP N° 34 CABLAGE INFORMATIQUE ET ELECTRIQUE ARMEE**

**Date de transmission de la DP : 21 octobre 2008**

**Date de dépôt des offres : 14 novembre 2008**

**Délai de préparation des offres : 21 jours**

**Budget prévu dans le PPM : ND**

**Date d'attribution:**

**Date d'approbation:**

**Date de notification:**

**Délai d'exécution :**

**Attributaire : SODIMEL pour 11 858 400 F CFA**

### **Non conformités identifiées**

- la Commission des Marchés, après avoir signalé l'absence des pièces administratives dans le procès verbal d'ouverture des plis, a continué la procédure d'évaluation des offres et d'attribution sans mentionner que les soumissionnaires ont régularisé leur situation administrative avant la finalisation du processus.

### **Recommandations**

- mentionner dans le procès verbal d'attribution les régularisations de pièces administratives opérées entre l'ouverture des plis et l'attribution.

## **DRP N° 35 MISSION D'ASSISTANCE DANS LE PROCESSUS DE NEGOCIATION ET D'APPROBATION DES CATALOGUES D'INTERCONNEXION 2008 DES OPERATEURS EN POSITION DOMINANTE**

**Date de transmission de la DP : 11 juin 2008**

**Date de dépôt des offres : 23 juin 2008**

**Délai de préparation des offres : 12 jours**

**Budget prévu dans le PPM : Ne figure pas dans le PPM**

**Date d'attribution: 23 juin 2008**

**Date d'approbation: juin 2008**

**Date de notification: juin 2008**

**Délai d'exécution : 4 mois**

**Attributaire : TERA CONSULTANTS pour 29 495 926 F CFA**

### **Non conformités identifiées**

- cette activité ne figure pas dans le plan de passation des marchés conformément aux dispositions de l'article 6 du NCMP;
- seuls trois prestataires ont été consultés au lieu des cinq prévus par le NCMP ;
- le contrat n'est pas versé au dossier de passation ;
- le montant facturé par l'attributaire ne tient pas compte des frais de déplacement et de séjour des consultants venus de l'étranger. La non intégration de ces dépenses dans le contrat est un détournement de procédure car l'inclusion de ces frais dans les honoraires aurait pu conduire le coût des prestations à un niveau qui aurait requis le lancement d'une procédure d'appel d'offres.

## **Recommandations**

- faire une mise à jour du plan de passation des marchés après révision du budget dument approuvé pour ne pas contrevenir aux dispositions de l'article 6 du NCMP ;
- consulter cinq prestataires et donner le délai suffisant pour la préparation des offres et la mise en place des équipes pour démarrer la mission. La consultation d'au moins trois candidats n'est permise que dans le cadre de l'article 79 du NCMP et suppose un préalable à savoir le lancement d'une DMI ayant donné lieu à un classement des candidats ;
- verser les contrats aux dossiers de passation des marchés ;
- inclure les frais de mission dans les honoraires des consultants étrangers et ne pas user de pratiques assimilables à un fractionnement de marché.